

## CARRY-LE-ROUET

## Grand nettoyage au port

Les membres de la Société Nautique de Carry-le-Rouet (SNC) ont organisé une nouvelle édition du nettoyage du port de plaisance et ainsi fédéré de très nombreux bénévoles. Les eaux du port ont été passées au peigne fin. Les plongeurs ont remonté des débris sous les embarcations, les pannes et le long des quais. Ils ont ensuite été récupérés par les volontaires situés le long des pontons. Le port est relativement propre selon les plongeurs. Des plaisanciers y ont déjà vu des sèches, calamars, dorades, barracudas et spirographes. / PHOTO J.-L.C.



## LES SAINTES-MARIES-DE-LA-MER

## La manade des Baumelles a 30 ans

Cet après-midi, dans les arènes des Saintes, les cocardiers de la manade locale, des Baumelles, feront honneur au trentième anniversaire de l'élevage pour une course camargaise au Trophée des As. "Cet anniversaire de la manade coïncidera avec les adieux d'un grand taureau, Optimus. Ce cocardier a participé à toutes les grandes compétitions et a remporté de nombreux trophées comme à Beaucaire, Châteaurenard, Le Grau du Roi et les Saintes-Maries", souligne le manadier Joel Linsaloas. / PHOTO H. BERNON



## DESSERTE CORSE-CONTINENT

## Marseille demeure le port de référence, pour l'instant



Le président du Conseil exécutif Gilles Simeoni et la présidente de l'Office des transports Flora Mattei ont présenté le rapport sur la desserte, adopté sur le fil. / PHOTO PAULE SANTONI / CORSE MATIN

"De bonnes nouvelles pour nos emplois régionaux!". Ainsi a réagi le président divers droite de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur Renaud Muselier, après l'adoption tard dans la soirée de jeudi dernier, par l'Assemblée de Corse, d'un rapport sur le futur de la desserte maritime entre la Corse et le continent.

Le texte porte sur la future délégation de service public (DSP) et retient, pour la période 2023-2029, le port de Marseille comme port de référence. "Pour les sept années à venir, la place du port de Marseille est protégée, et l'équilibre entre nos trois ports est préservé", s'est réjoui Renaud Muselier.

De l'autre côté de la Méditerranée, le principe n'a pas suscité le même enthousiasme et le président autonomiste du Conseil exécutif de Corse Gilles Simeoni, ne doit l'adoption du rapport qu'à sa seule majorité. "Il faut arrêter avec ce monopole marseillais, qui a un coût pour la Corse, chaque année, de 20 millions d'euros, a argué Paul-Félix Benedetti. Il faut qu'on ait le transport le plus rationnel, pour qu'on paie le moins cher possible. On a une DSP à cinq lignes, avec 300 000 habitants. La Sardaigne a une DSP à deux lignes. Il faut se poser des questions".

Dans l'hémicycle, le conseiller territorial indépendantiste a également dénoncé le fait que repartir sur une DSP de sept ans, allait à l'encontre d'une volonté de créer une com-

pagnie maritime régionale, votée par l'Assemblée en 2015. Un constat partagé par le groupe autonomiste Avanzemu, qui n'a pas pris part au vote. Les élus de droite eux, ont opté pour l'abstention.

## La continuité territoriale sauvée

Niant fermement avoir enterré le projet de compagnie régionale, l'exécutif corse a rappelé le combat mené à Bruxelles, qui avait émis de nombreuses réserves sur la nécessité d'une DSP. "On revient de loin. Les fondamentaux du service public étaient niés, remis en question dans leur intégralité", a souligné Flora Mattei, présidente de l'Office des transports de Corse. Aujourd'hui, le périmètre de service public de continuité territoriale est sauvé. Au niveau des passagers, au niveau du fret, la commission européenne admet que la continuité territoriale participe d'un intérêt public légitime, et qu'il existe un besoin de transport public maritime entre la Corse et le continent. Une petite victoire pour la continuité territoriale alors que, selon la majorité, les discussions sur la compagnie maritime publique se sont ouvertes à Bruxelles.

Marine STROMBONI

Une DSP est une mission de service public subventionnée, assurée par le privé qui s'engage à répondre aux besoins des Corses en matière de continuité territoriale, conformément à un cahier des charges édicté par la Collectivité de Corse.



Marseille demeure le port d'attache de la délégation de service public 2023-2029. / PHOTO NICOLAS VALLAURI

## Téléconsulter en pharmacie, c'est possible en Vaucluse

Des cabines pour joindre un médecin sans rendez-vous ont ouvert



Tension, température : tout est mis en place dans les cabines pour que la consultation en ligne se passe à merveille. Un médecin apparaît dans l'écran pour prendre en charge le patient. / PHOTO BRUNO SOUILLARD

Dans les pharmacies, ces cabines ressemblent étrangement à des photomaton. Seule différence ? On n'y prend pas de photos, on y consulte un médecin ! Si on connaissait déjà les visites chez le docteur et les consultations en ligne, ces nouvelles cabines offrent un service mixte. Équipées médicalement, elles permettent d'éviter les salles d'attente bondées et les connexions internet incertaines. Ces bornes ont fleuri dans toute la France depuis la crise sanitaire. Dans le Vaucluse, Medadom, leader français de la télémédecine, a implanté 31 bornes, dont neuf à Avignon.

Les bornes disponibles jouent la carte de la simplicité. On y entre à toute heure de la journée, sans rendez-vous. Un questionnaire permet de cibler les attentes du patient, et de le rediriger vers un médecin. Il faut patienter un gros quart d'heure. "Pas mal quand on pense aux jours voire semaines qu'il faut attendre pour consulter certains médecins", se félicite Bruno Sablière, représentant de Medadom.

La consultation commence, par écrans interposés. Des instruments sont intégrés à la cabine : thermomètre, oxymètre, tensiomètre. Leur utilisation est guidée par le médecin, qui lit ensuite les résultats. "Au cas où, on peut venir à la rescousse",

précise Lionel, pharmacien à Avignon. Le patient sort de la cabine l'ordonnance en poche, redirigé vers un autre médecin si besoin. "Un parcours complet et intuitif" selon Bruno Sablière.

## Répondre aux besoins

Ce genre de pratiques médicales est en plein boom. La téléconsultation a été dopée par la prise en charge de la Sécurité so-

étude de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) de 2020 révélait que 3 médecins sur 4 ont fait des téléconsultations pendant l'épidémie. Medadom, fondé en 2017, a misé sur ses cabines pour fournir un nouveau service aux patients. Il y en a aujourd'hui 2 000 en France. L'entreprise souhaite "multiplier ce chiffre par 5 dans les années à venir". Une façon de séduire un public large, et surtout de répondre à des besoins en hausse.

Les cabines de téléconsultation combinent un vide. C'est l'hypothèse de Medadom, et la réalité vauclusienne. Le vide laissé par le départ de plusieurs médecins généralistes se fait ressentir à Avignon. "C'est presque devenu un désert médical", regrette Diane, pharmacienne. Meriem, de la pharmacie des Halles, a misé sur les cabines car "les gens sont démunis". Bruno confirme, chiffres à l'appui : "80 % des téléconsulta-

tions dans le Vaucluse ont lieu parce que le médecin traitant est indisponible". Les cabines des pharmacies peuvent donc être très utiles, évitant ainsi une saturation des urgences ou les non-consultations. Meriem cite le cas d'une femme enceinte souffrant d'un panaris, qui aurait dégénéré sans prise en charge. Ici, après passage en cabine, des antibiotiques ont été prescrits.

Attention quand même à ne pas tout miser sur la téléconsultation ! Elles sont surtout utiles pour "la bobologie", selon les pharmaciens. Un suivi des petites urgences, mais qui ne peut remplacer la prise en charge classique. Le représentant de Medadom le sait bien : "on apporte une partie de la solution au problème, mais il faut aussi que le reste du monde médical augmente en capacité". En attendant, la téléconsultation marque un pas de plus vers la digitalisation de notre quotidien. Simon LE NOUVEL

"80 % des téléconsultations dans le Vaucluse ont lieu parce que le médecin traitant est indisponible."

## Un modèle gagnant-gagnant

Tout le monde semble trouver son compte dans le développement des cabines de téléconsultation en pharmacie. Pour les patients, le remboursement par la Sécurité sociale est de 100 % depuis la crise sanitaire, et jusqu'au 31 juillet 2022. Il devrait ensuite repasser à 70 %. Les médecins apprécient ces nouvelles façons de travailler. Medadom en sollicite 200,

souvent à temps partiel, en complément de leurs consultations classiques. Pour l'entreprise française, le modèle économique tient sur le déploiement des bornes et cabines en pharmacies. Pour ces dernières, les installations "coûtent cher", mais permettent de fidéliser les patients et de vendre les médicaments après la consultation.